

Renseignement : l'affrontement des services au début de la guerre froide (1945-1955)



Accords secrets, infiltrations, agents doubles, défections, déstabilisation, propagande et moyens techniques caractérisent la guerre de l'ombre, qui succède au second conflit mondial.

Ce thème a été abordé au cours d'un colloque organisé, le 6 juin 2016 à Paris, par l'Académie du renseignement et l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire. Y sont notamment intervenus : Christian Brumter, ancien diplomate ; Charles Kogan, universitaire américain et ancien de la CIA ; Jean-Marc Lepage, universitaire ; Françoise Thom, universitaire et agrégée de russe.

Berlin, lieu de confrontation. Partagée en quatre secteurs d'occupation (URSS, États-Unis, France et Grande-Bretagne), la ville de Berlin va devenir un centre de renseignement et d'ingérence, explique Christian Brumter. En 1945, le comité

allié du renseignement prône la concertation et la coordination en Allemagne, mais l'Union soviétique le quitte trois ans plus tard pour concentrer ses efforts sur le potentiel des pays occidentaux. Son service renseignement (SR) NKVD dispose de quatre sections : « dénazification » ; économie ; espionnage ; manipulation. Des agents polyglottes allemand, français et anglais procèdent aux interrogatoires. Dans le « Grand Berlin » Est et Ouest, une dizaine de commandos de 10 à 15 officiers recueillent renseignements et informations générales, en préalable à des enlèvements et des actions clandestines. De leur côté, les pays occidentaux se fixent comme priorité la situation intérieure en Allemagne et interceptent les communications des personnalités publiques, organisations politiques et syndicales, de façon systématique jusqu'en 1950 puis ciblée jusqu'en 1990. Pour éviter une résurgence du nazisme, ils emploient diverses méthodes : passage d'individus au crible par un tronc commun de questions avec des annexes particulières ; lutte contre les mouvements clandestins opérant à partir de l'Espagne en direction des jeunes ; censure des courriers et colis de tous les Allemands, avec interdiction d'utiliser le téléphone et obligation de traduire tout document en anglais. La lutte contre l'espionnage emprunte différents canaux : mouvements de populations ; endoctrinement des prisonniers de guerre ; surveillance des journalistes communistes ; surveillance des émigrés russes pour les protéger des enlèvements ; surveillance des réfugiés. La France est exclue de l'opération « Gold », à savoir un tunnel passant sous la zone soviétique pour écouter les communications, ... dont les plans furent transmis à Moscou par l'agent double britannique Blake ! L'espionnage politico-militaire inclut désinformation et déstabilisation. Soviétiques et Alliés tentent de « retourner » des anciens de la Wehrmacht et de récupérer des fichiers établis pendant la guerre. Selon un transfuge de l'Est, les services français étaient considérés comme astucieux et leurs agents efficaces, car idéalistes. En revanche, l'impuissance de leurs homologues américains résultait de la vénalité de leurs agents.

L'influence américaine. La CIA a vu le jour en 1947, parce que les SR militaires américains n'ont pas su anticiper l'attaque japonaise contre la base navale de Pearl Harbour à Hawaï en 1941, rappelle Charles Kogan. La même année, est créé le Conseil de sécurité nationale (NSC en anglais), chargé des questions stratégiques avec autorité sur la CIA. Celle-ci doit remplir deux missions : le recueil de renseignement ; les activités clandestines, qui ne seront définies par la loi qu'en 1951. Ces dernières consistent à influencer l'environnement politique

partout dans le monde, sans que la responsabilité du gouvernement américain soit engagée. Dans les pays satellites de l'URSS, elles se manifestent par des actions de guerres économique et psychologique pour susciter agitations et révoltes. Dès 1948 avec l'aval du NSC, la CIA finance le Parti démocrate-chrétien italien, le Parti socialiste et le syndicat français Force ouvrière, pour éviter que l'Italie et la France ne tombent dans le giron de l'Union soviétique. Il faut attendre 1974 pour qu'un certain contrôle s'exerce sur la CIA. Ainsi, ses activités à l'étranger, hors renseignement, ne peuvent être autorisées par le gouvernement fédéral, et financées par le Congrès, sans explications écrites les justifiant pour la sécurité des États-Unis.

L'Extrême-Orient. Après l'avènement de la République populaire de Chine en 1949, les États-Unis intègrent la guerre « chaude » en Indochine dans leur stratégie de guerre « froide » en Europe. Pour endiguer la propagation du communisme, explique Jean-Marc Lepage, leurs SR vont coopérer avec ceux de la France en Indochine et de la Grande-Bretagne en Malaisie. Tous les SR occidentaux quittent la Chine pour la colonie britannique de Hong Kong, point central de la collecte du renseignement par l'interrogatoire des réfugiés. En Chine même, toute la population doit participer à la lutte contre l'espionnage et aucun SR étranger ne parvient à infiltrer le gouvernement. En 1950, la guerre de Corée, à laquelle la Chine et l'URSS participent, accélère la prise de conscience de la menace d'une offensive générale communiste. Pour éviter les interceptions électromagnétiques, la Chine recourt au téléphone filaire et la Russie modifie toutes ses procédures de communications avec elle. En 1951, Truman crée alors la NSA, qui coopère avec le GCHQ britannique de Hong Kong et le service français d'écoute installé au Laos. A Singapour entre 1951 et 1955, des conférences réunissent les SR américains, français, britanniques, australiens et néo-zélandais dans l'éventualité d'incursions armées chinoises dans les pays d'Asie du Sud-Est : mise à jour de l'ordre de bataille chinois ; interrogations à court terme ; contrôle d'hypothèses ; création de liens professionnels. Si l'engagement de la France aux côtés des États-Unis reste sans faille dans le cadre de la guerre froide, il n'en est pas de même en Indochine où les autorités militaires françaises se méfient de la CIA après 1950. Toutefois, la collaboration des SR se maintient sur le terrain, héritage de la participation de l'OSS américain pendant la lutte clandestine contre l'armée japonaise. Elle s'accroît quand Washington décide de contribuer financièrement à la guerre.

Loïc Salmon

Renseignement : reconstitution des services au début de la guerre froide (1945-1955)

Renseignement : les archives secrètes françaises et allemandes de la seconde guerre mondiale accessibles

Renseignement militaire : clé de l'autonomie stratégique et de l'efficacité opérationnelle

Selon Françoise Thom, Beria, chef du service soviétique de renseignement NKVD, crée en son sein des bureaux d'études de l'armement dès 1938, puis récupère, dans les « goulags », les scientifiques ayant obtenu des doctorats aux États-Unis et en Allemagne. En 1942, États-Unis et Grande-Bretagne travaillent à l'élaboration d'une bombe atomique, dont les plans seront transmis à l'URSS par le Britannique Fuchs, recruté par le NKVD dès 1941. En 1945, Beria dirige le projet nucléaire. Outre l'espionnage scientifique, il recourt à un réseau d'influence pour amener des savants anglo-saxons à coopérer techniquement, par antifascisme, puis à participer, par idéalisme, à une propagande contre l'armement nucléaire, qui risque d'anéantir l'humanité. Ainsi, à l'explosion de la bombe au plutonium en 1949, succède celle de la bombe à hydrogène en 1953. L'URSS a pu réaliser d'importantes économies et gagner du temps pour se constituer un armement nucléaire plus rapidement que prévu. Enfin, elle a échappé aux fausses pistes de recherche.